

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## "J'ai véhiculé le message du chef de l'État qui veut voir le visage de Libreville changer"

Propos recueillis par :  
ONDOUBA'NTSIBAH  
Libreville/Gabon

**L'Union.** Madame le maire vous venez de boucler une tournée à travers les six arrondissements de votre commune. Qu'est-ce qui vous a inspiré une telle initiative, et quel discours avez-vous porté auprès de ces collectivités locales ?

**Christine Mba Ndutume-Mihindou :** Je suis très honorée de l'opportunité que vous m'offrez ce jour de m'exprimer à travers vos colonnes. Soyez-en remerciés. En effet, le mercredi 15 juin dernier j'ai bouclé par le 6<sup>e</sup> arrondissement, une tournée de travail débutée le vendredi 27 mai 2022 par le 1<sup>er</sup> arrondissement. Je remercie le chef de l'État, SE Ali Bongo Ondimba, qui, devant ses lourdes charges, m'a accordé le 5 mai 2022 dernier, une audience au cours de laquelle je lui ai présenté la situation de la commune de Libreville. Vous comprendrez qu'il s'agissait principalement de la question de l'insalubrité à l'approche des festivités marquant le 62<sup>e</sup> anniversaire de l'Indépendance de notre pays, le 17 août 2022. J'ai donc véhiculé auprès des maires, de mes collègues conseillers municipaux et de la chefferie des 6 arrondissements de la Commune de Libreville, le message du chef de l'État qui veut voir le visage de celle-ci changer, et que ce message parvienne à nos populations. La commune de Libreville se doit de montrer une image plus propre et pour ce faire, les populations sont donc invitées à s'impliquer davantage dans les tâches de propreté quotidienne de leur environnement immédiat. Les élus locaux que nous sommes se doivent de donner l'exemple dans les opérations de propreté telles que le traitement des points d'apport volontaires ou lieux de dépôts autorisés et leurs environs, la disparition des points noirs ou lieux de dépôts non autorisés existants, les déchets industriels à ramasser, les garages anarchiques à réorganiser ou à fermer, les façades des habitations jouxtant les voies de communication à rafraîchir, le curage des caniveaux immé-

diats aux habitations et devant les établissements de commerce, le désherbage des abords des lieux d'habitation et de commerce etc. Voilà l'essentiel du message que j'ai véhiculé.

Pensez-vous que le discours et la volonté à eux seuls peuvent suffire face à l'insalubrité qui est devenue un véritable casse-tête pour les autorités municipales et qui les expose à la pression constante du chef de l'État ? L'Hôtel de ville dispose-t-il des moyens nécessaires pour lutter efficacement contre ce mal ?

- En effet, comme vous le relevez si bien, le discours et la volonté à eux seuls ne peuvent suffire face à l'insalubrité que nous vivons au quotidien dans notre commune. Le chef de l'État a clairement affiché cette volonté pour que les populations de notre cité et du pays tout entier fassent de la propreté environnementale un réflexe permanent en instituant la "Journée citoyenne" qui a lieu chaque premier samedi du mois. C'est fort de cette volonté que le premier responsable municipal que je suis a traduit celle-ci en lançant le "Week-end propre" ou "Ville propre", et les 6 arrondissements sont appelés à s'en approprier. Mais ne dit-on pas que la pédagogie est l'art de la répétition ? Alors, nous maintenons bien évidemment notre sensibilisation par les messages verbaux et par tout autre support médiatique sur le terrain, et aussi par l'exemple en nettoyant, balayant, désherbant et curant les caniveaux des lieux d'habitation et d'activité de nos concitoyens pour qu'ils s'en imprègnent. Voilà pourquoi ma présence y est très marquée. Il faut que le Maire que je suis soit proche de mes administrés en leur montrant quoi faire et comment, ceci est aussi un message à l'endroit des maires d'arrondissements, le chef de l'État et nos populations attendent cela de nous. Pour le second volet de votre question, la commune de Libreville est la plus grande de notre pays en termes de superficie car elle s'accroît chaque jour par de nouveaux quartiers et aussi en démographie. Dire qu'elle a les moyens de lutter efficacement



**Christine Mba Ndutume-Mihindou :** «Je salue ici l'esprit républicain qui a prévalu tout au long des travaux de la récente session ordinaire du conseil municipal.»

contre l'insalubrité, c'est disposer de la maîtrise de ces évolutions, je ne saurais l'affirmer. Mais nous ne baissons pas les bras, nous avons la ressource humaine et les partenaires qui nous permettent d'y faire face, selon nos moyens, dans les six arrondissements. Le plus important étant que les po-

pulations s'y mettent également, comme je l'ai dit plus haut.

**Le Conseil municipal a récemment tenu une session ordinaire essentiellement consacrée à l'examen et à l'adoption du Compte administratif 2021. Quels principaux enseignements tirez-vous de ces assises ?** - En effet, le 9 juin 2022 a bien eu lieu la session ordinaire du Conseil municipal de notre commune. C'est ici l'occasion de féliciter tous mes collègues conseillers municipaux pour leur présence massive à cet appel. Je salue ici l'esprit républicain qui a prévalu tout au long de ces travaux. Il s'agissait ici de deux projets de délibération soumis à l'appréciation des conseillers municipaux, à savoir : le projet de délibération portant virement de crédits de chapitre à chapitre,

sur l'exercice budgétaire 2021 de la commune de Libreville, à titre de régularisation ; le projet de délibération portant examen et approbation du compte administratif de la commune de Libreville, exercice 2021. Je me réjouis du fait que ces deux délibérations aient été adoptées à l'unanimité des conseillers municipaux, et en toute responsabilité. L'examen des recettes a montré le bon niveau d'émission et de recouvrement des titres de recettes, cela est consécutif à la reprise de la vie économique due à la levée des mesures restrictives de la Covid. Quant aux dépenses, de manière globale, elles sont restées très proches du niveau prévisionnel arrêté lors du vote du budget primitif de cet exercice 2021 dont le résultat de gestion final a été adopté par le Conseil municipal.

## Assemblée nationale : naissance du Groupe démocratique républicain

J.KOMBILE MOUSSAVOU  
Libreville/Gabon

**P**RÉSIDIÉ par l'élu du Centre des libéraux réformateurs (CLR) au 1<sup>er</sup> siège du 6<sup>e</sup> arrondissement de la commune de Libreville, Julien-Florent Assoumou Akue, le Groupe démocratique républicain (GDR) est le dernier né des groupes parlementaires à l'Assemblée nationale. C'est le président de cette institution, Faustin Boukoubi, qui a rendu public, mardi dernier, l'émergence de ce groupe au sein de l'hémicycle du palais Léon-Mba, lors de la séance plénière qu'il a dirigée. Né sur les cendres des Forces démocratiques républicaines (FDR), le GDR regroupe des députés soutenant l'action politique du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, soucieux de faire entendre leur singularité en dehors du groupe majoritaire

du Parti démocratique gabonais (PDG). Outre Julien-Florent Assoumou Akue, le GDR comprend sept autres députés. Notamment un ancien non inscrit et des indépendants, naguère membres des groupes parlementaires du Rassemblement pour la restauration des valeurs (RV) et des Sociaux-démocrates gabonais (SDG). Deux groupes aujourd'hui dissous au sein de celui du PDG, à la suite des fusions absorptions de ces deux formations politiques par le parti au pouvoir.

En tout état de cause, c'est le 1<sup>er</sup> juillet prochain que le GDR devrait officiellement commencer ses activités, a indiqué le président de l'Assemblée nationale. À noter qu'au regard des dispositions du règlement de l'Assemblée nationale, "les groupes se constituent en remettant au président



**Le président du groupe parlementaire GDR à l'Assemblée nationale, Julien-Florent Assoumou Akue.**

de cette institution, une déclaration politique signée de leurs membres, indiquant la dénomination du groupe ainsi que la composition du bureau dudit groupe et, le cas échéant, la liste des députés apparentés. Ces documents sont publiés au Journal officiel et dans les journaux d'annonces légales".